

Vaccins : un échec français, européen et mondial

 alternatives-économiques.fr/christian-chavagneux/vaccins-un-echec-francais-europeen-mondial/00095417

Chronique

02/02/2021

Christian Chavagneux Editorialiste

Une semaine de sursis pour attendre les vacances scolaires ? Avant des mesures plus sévères ? Le 29 janvier, à la surprise générale, le président de la République a décidé de limiter les mesures restrictives destinées à lutter contre la propagation en France des différents variants de la pandémie. On sent le président soucieux à la fois de l'acceptabilité sociale, économique et psychologique de la mesure, tout en se disant que l'affirmation de son « indépendance » vis-à-vis du pouvoir des scientifiques ne pouvait que lui servir pour 2022.



Le pari du président serait d'autant plus justifié si la vaccination de la population avançait à grands pas. C'est tout l'inverse qui se produit. Deux pays apparaissent hors normes, Israël et les Emirats arabes unis, qui ont administré une première dose à respectivement 55 % et un tiers de leur population. Le Royaume-Uni suit avec 14 %, les Etats-Unis en sont à près de 10 %. Les pays de l'Union européenne arrivent loin derrière avec l'Irlande, l'Espagne, le Portugal, l'Italie à 3 % ou 3,5 %, beaucoup de pays européens entre 2,5 % et 3 %, et la France à 2,3 % dans le peloton de queue. Le constat est là : la France est à la traîne dans une Europe en retard.

Un problème français

La position française tient d'autant plus du fiasco que nous étions a priori parmi les mieux placés : Pasteur pour l'innovation et Sanofi pour les usines de production. Ajoutons-y Valneva, une biotech établie dans la région nantaise qui a trouvé un vaccin, développe actuellement ses essais cliniques et devrait pouvoir produire 60 millions de doses d'ici la fin de l'année... pour le marché britannique ! Car ce sont les Britanniques qui l'ont financé, l'Union européenne ne lui a passé aucune précommande (le fait que sa production soit organisée à partir de l'Ecosse a bien entendu joué dans la décision) même si des négociations sont désormais en cours. La France a complètement décroché industriellement dans un secteur clé, au moment où les scientifiques nous disent que l'on est entré dans l'âge des pandémies.

La France a complètement décroché industriellement dans un secteur clé, au moment où les scientifiques nous disent que l'on est entré dans l'âge des pandémies

La faute en revient au manque de moyens publics pour la recherche fondamentale. BioNTech a pu s'appuyer sur l'université de Mayence, AstraZeneca sur celle d'Oxford, Moderna sur Harvard. Il y a également un problème dans la structure de la recherche française, explique un ancien président de l'Académie des sciences : « Une recherche dont le premier but est devenu celui de produire des publications que les organismes d'évaluation comptent. Peu important l'intérêt et la qualité, c'est le nombre qui compte. Prendre des risques sur des sujets de recherche difficiles ne rapporte rien aux chercheurs. » Cela doit rappeler des choses aux économistes...

Mais la faute n'est pas que publique. La France dépasse les autres pays européens en matière de coopération public-privé dans le dépôt de brevets. Mais le privé ne suit pas. Il faudra aller regarder de plus près comment fonctionne la nébuleuse de l'Institut Pasteur. Côté Sanofi, on assiste à vingt-six ans de croissance du dividende par action, comme s'en flatte la communication du groupe, un peu moins de 4 milliards versés en 2020 en même temps que 600 postes de recherche sont supprimés... Notre enquête sur l'évolution des comptes des entreprises du CAC 40 montre que sur les dix dernières années, Sanofi a distribué 99 % de ses profits en dividendes et rachats d'actions et c'est l'une des entreprises dont le taux de renouvellement des investissements productifs est au plus bas.

Un échec européen

Mais l'échec n'est pas que français. Il valait mieux que les pays européens s'entendent pour coordonner leurs commandes de vaccins. Les batailles autour des masques et des respirateurs au printemps 2020 ont montré combien le nationalisme sanitaire n'était pas adapté à la situation. Pour autant, il est légitime de s'interroger sur la capacité de négociation européenne.

L'Union européenne (UE) a-t-elle été tardive ? Oui. Sûrement poussée par la France, elle a signé en priorité avec Sanofi dès le 31 juillet. Avec Moderna le 24 août, avec AstraZeneca le 27 août. Quand Pascal Soriot, le PDG de cette dernière, dit que l'Europe aurait dû lui passer commande plus tôt, il marque un point.

L'UE a-t-elle été radine ? Encore oui. Dans sa quête de vaccins, elle a dépensé cinq fois moins en préfinancements publics par habitant que le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Elle en paie le prix aujourd'hui en étant servie après les autres.

L'UE a-t-elle naïve ? Le contrat entre l'Europe et AstraZeneca a été publié – avec une partie caviardée à la demande du laboratoire. On peut y lire que ce dernier fera son « *best reasonable effort* » pour servir son client. Est-ce à dire que le labo doit juste faire de son mieux ? Pour la Commission européenne, la réponse est non. C'est un standard juridique classique qui engage l'entreprise sur ce qu'elle maîtrise, sa production. En fait, AstraZeneca semble s'être engagé à servir le Royaume-Uni et l'UE en même temps alors qu'il n'avait pas la capacité de produire pour les deux marchés. Il a choisi, sûrement en fonction du prix, de servir les Britanniques en premier. La Commission a raison quand elle dit que le contrat oblige le laboratoire à utiliser toutes ses capacités de production, y compris celles situées au Royaume-Uni, pour remplir sa commande. Mais elle ne s'est pas

assurée que son fournisseur pouvait garantir la livraison et il lui a fallu plusieurs jours de tensions et de menaces pour que le laboratoire annonce début février qu'il livrerait finalement... la moitié des doses promises.

Un mauvais choix mondial

Tout cela ne serait que péripétie s'il n'y avait un problème de fond, très lisible dans le contrat AstraZeneca. On y découvre que l'entreprise est seule propriétaire des droits de propriété intellectuelle liés au vaccin et dispose d'un droit d'exploitation exclusif de ces droits de propriété. Les Etats ont versé des milliards pour financer la recherche et, pourtant, ils ont laissé les droits intellectuels aux labos, accepté l'opacité sur les coûts des labos pour que l'on ne sache pas quelle marge ils se font grâce à l'argent public, ils leur ont offert la possibilité de fixer des prix élevés. Pourquoi ? Chacun pensait que son champion national ou régional pouvait gagner la course et prendre de l'avance sur les autres. Résultat : les financements sont ultra-publics et les profits archi-privés.

Même quand AstraZeneca vend sa dose de vaccin à deux dollars, les spécialistes estiment que sa marge pourrait être de 20 %. On imagine les fortunes que vont toucher les actionnaires de Pfizer-BioNTech et de Moderna, dont les prix sont un peu en dessous de 20 dollars pour le premier et jusqu'à pas loin de 40 dollars pour le second. Et le prix bas d'AstraZeneca n'est valable que « *pour le temps de la pandémie* ». Si le virus s'avère saisonnier... La fortune personnelle de Monsieur Soriot aurait déjà augmenté de plus de 15 millions de dollars...

Face à une pandémie mondiale, le financement public aurait dû avoir pour contrepartie claire que le premier qui trouve verrait immédiatement tomber sa découverte dans le domaine public. Et ceux qui n'ont pas trouvé auraient pu produire des doses en masse pour la Terre entière. C'est le sens de la proposition faite le 29 janvier par le président du Conseil européen, Charles Michel : rendre les brevets publics. C'était le choix de l'université d'Oxford. Mais elle a été convaincue par Bill Gates de s'allier avec un laboratoire et de protéger sa propriété intellectuelle. Le fondateur de Microsoft en a bien profité dans son domaine, il sait de quoi il parle. Avec sa fondation et l'image qu'il se construit de bienfaiteur de l'humanité, il serait intéressant qu'il justifie sa décision.

On n'attendait pas un comportement moins cupide des Big Pharma. Le fait que les Etats soient entrés dans ce jeu de rivalités pour espérer en tirer un bénéfice au détriment du reste du monde est lamentable. C'est désormais, et pour de longs mois, la course aux vaccins.